

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Avis de convocation / avis de réunion

Aéroports de Paris – ADP

Société anonyme à conseil d'administration au capital de 296 881 806 euros

Siège social : 1 rue de France

93290 – Tremblay en France

SIREN 552 016 628 RCS Bobigny

**Avis de convocation de l'assemblée générale mixte (ordinaire et extraordinaire)
du 21 mai 2026 contenant un avis rectificatif à l'avis de réunion publié au Bulletin des Annonces
Légales Obligatoires n° 38 le 30 mars 2026**

Les actionnaires de la société susvisée sont convoqués en assemblée générale mixte (ordinaire et extraordinaire) le jeudi 21 mai 2026, à 15 heures à la Maison de la Chimie, 28 bis rue Saint Dominique, 75007 Paris.

L'attention des actionnaires est attirée sur le fait que le texte de la 3^{ème} résolution, publié dans le Bulletin des Annonces Légales et Obligatoires n° 38 du 30 mars 2026, a été modifié par le Conseil d'administration du 20 avril 2026.

L'ordre du jour et le texte des autres résolutions tels que publiés dans l'avis de réunion au Bulletin des Annonces Légales et Obligatoires n° 38 du 30 mars 2026 demeurent inchangés.

Ordre du jour

Assemblée générale des actionnaires – partie ordinaire

- Approbation des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2025 (**résolution 1**) ;
- Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2025 (**résolution 2**) ;
- Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2025 et fixation du dividende (**résolution 3**) ;
- Approbation des conventions conclues avec l'État visées à l'article L. 225-38 du code de commerce (**résolution 4**) ;
- Approbation d'une convention conclue avec l'État et la Ville de Paris visée à l'article L. 225-38 du code de commerce (**résolution 5**) ;
- Approbation d'une convention conclue avec la Ville de Paris visée à l'article L. 225-38 du code de commerce (**résolution 6**) ;
- Approbation d'une convention conclue avec la Société des Grands Projets visée à l'article L. 225-38 du code de commerce (**résolution 7**) ;
- Approbation d'une convention conclue avec l'État, SNCF Réseau et la société gestionnaire d'infrastructure CDG Express visée à l'article L. 225-38 du code de commerce (**résolution 8**) ;
- Autorisation à donner au Conseil d'administration à l'effet d'opérer sur les actions de la société dans le cadre de l'article L. 22-10-62 du code de commerce (**résolution 9**) ;
- Ratification de la nomination provisoire de Brigitte Daubry en qualité d'administratrice (**résolution 10**) ;
- Approbation des informations mentionnées au I de l'article L. 22-10-9 du code de commerce concernant notamment la rémunération de l'ensemble des mandataires sociaux (*say-on-pay ex-post* global) (**résolution 11**) ;
- Approbation des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toutes natures versés au cours, ou attribués au titre, de l'exercice clos au 31 décembre 2025 à Monsieur Augustin de Romanet, Président-directeur général jusqu'au 18 février 2025 (*say-on-pay ex-post* individuel) (**résolution 12**) ;
- Approbation des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toutes natures versés au cours, ou attribués au titre, de l'exercice clos au 31 décembre 2025

à Monsieur Philippe Pascal, Président-directeur général depuis le 18 février 2025 (*say-on-pay ex-post* individuel) (**résolution 13**) ;

- Approbation des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toutes natures versés au cours, ou attribués au titre, de l'exercice clos au 31 décembre 2025 à Madame Justine Coutard, Directrice Générale Déléguée depuis le 18 février 2025 (*say-on-pay ex-post* individuel) (**résolution 14**) ;
- Approbation de la politique de rémunération des membres du Conseil d'administration (autres que le Président-directeur général) (*say-on-pay ex-ante*) (**résolution 15**) ;
- Approbation de la politique de rémunération du Président-directeur général (*say-on-pay ex-ante*) (**résolution 16**) ;
- Approbation de la politique de rémunération de la Directrice générale déléguée (*say-on-pay ex-ante*) (**résolution 17**) ;
- Somme fixe annuelle à allouer aux membres du conseil d'administration en ce compris les censeurs (**résolution 18**).

Assemblée générale des actionnaires – partie extraordinaire

- Délégation de compétence au Conseil d'administration pour procéder à l'émission avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires, d'actions de la Société ou de valeurs mobilières donnant accès au capital social de la Société ou de filiales et/ou à des titres de créance (**résolution 19**) ;
- Délégation de compétence au Conseil d'administration pour procéder à l'émission, par voie d'offre au public (autre que celles mentionnées au 1° de l'article L. 411-2 du code monétaire et financier), d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital (de la société ou d'une société du groupe) et/ou à des titres de créance avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires (**résolution 20**) ;
- Délégation de compétence au Conseil d'administration pour procéder à l'émission, par voie d'offre au public mentionnée au 1° de l'article L. 411-2 du code monétaire et financier, d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital (de la société ou d'une société du groupe) et/ou à des titres de créance avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires (**résolution 21**) ;
- Autorisation à donner au Conseil d'administration à l'effet d'augmenter le nombre de titres à émettre en cas d'augmentation de capital avec ou sans droit préférentiel de souscription dans la limite de 15 % du montant de l'émission initiale (**résolution 22**) ;
- Délégation de compétence à donner au Conseil d'administration à l'effet de décider l'augmentation du capital social par incorporation de primes, réserves, bénéfices ou autres (**résolution 23**) ;
- Délégation de compétence à donner au Conseil d'administration pour décider l'augmentation du capital social par émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital réservées aux adhérents de plans d'épargne d'entreprise emportant suppression du droit préférentiel de souscription au profit de ces derniers (**résolution 24**) ;
- Délégation de compétence à donner au Conseil d'administration à l'effet d'émettre, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, des actions ou des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société en cas d'offre publique d'échange initiée par la Société (**résolution 25**) ;
- Délégation à donner au Conseil d'administration à l'effet de procéder à l'émission d'actions ou de valeurs mobilières en vue de rémunérer des apports en nature de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital consentis à la Société dans la limite de 10 % du capital social (**résolution 26**) ;
- Autorisation à donner au Conseil d'administration à l'effet de réduire le capital social par annulation d'actions auto-détenues (**résolution 27**) ;
- Limitation globale du montant des augmentations du capital de la Société susceptibles d'être effectuées en vertu des 19^{ème} à 22^{ème} résolutions et des 24^{ème} à 26^{ème} résolutions soumises à la présente assemblée générale (**résolution 28**) ;

-
- Limitation globale du montant des augmentations du capital de la Société susceptibles d’être effectuées, en période d'offre publique, en vertu des 19^{ème} à 22^{ème} résolutions soumises à la présente assemblée générale (**résolution 29**) ;

Assemblée générale des actionnaires – partie ordinaire

-
- Pouvoirs pour formalités (**résolution 30**).

Texte modifié de la 3^{ème} résolution

Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2025 et fixation du dividende

*L’assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d’administration, ainsi que du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes sociaux annuels, **constate** que les comptes sociaux arrêtés au 31 décembre 2025 et approuvés par la présente assemblée font apparaître un bénéfice net de 782 942 162,94 euros.*

La réserve légale ayant atteint 10 % du capital social, aucun prélèvement n'est effectué pour alimenter cette réserve. Après prise en compte du report à nouveau bénéficiaire de 3 766 045 160,39 euros, le bénéfice distribuable s'élève à 4 548 987 323,33 euros.

*En conséquence, l’assemblée générale ordinaire **décide** de verser un dividende brut de 3,80 euros par action ayant droit au dividende au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2025 (soit un dividende total maximum de 376 050 287,60 euros) et d'affecter le solde résultant de la distribution au report à nouveau.*

Le détachement du coupon interviendra le 2 juin 2026. Le dividende sera mis en paiement le 4 juin 2026.

Si à la date du détachement du coupon, la Société détenait certaines de ses propres actions, les sommes correspondant aux dividendes non versés en raison de ces actions seraient affectées au compte "report à nouveau".

Ce dividende, lorsqu'il est versé à des actionnaires, personnes physiques fiscalement domiciliées en France, est soumis en principe à un prélèvement forfaitaire unique au taux global de 31,4 % incluant (i) l'impôt sur le revenu au taux forfaitaire de 12,8 %, et (ii) les prélèvements sociaux (CSG, prélèvement de solidarité et CRDS) au taux de 18,6 %.

Les actionnaires, personnes physiques fiscalement domiciliées en France, pourront toutefois opter pour l'assujettissement de ce dividende au barème progressif de l'impôt sur le revenu. En cas d'option en ce sens, ce dividende est éligible à l'abattement de 40 % bénéficiant aux personnes physiques fiscalement domiciliées en France, prévu au 2° du 3 de l'article 158 du code général des impôts.

L'option pour l'application du barème progressif de l'impôt sur le revenu est annuelle, expresse, irrévocable et globale. Elle s'applique de ce fait à l'ensemble des revenus, gains nets, profits et créances entrant dans le champ d'application du prélèvement forfaitaire unique au titre d'une année donnée (à savoir essentiellement aux intérêts, dividendes et plus-values de cession de valeurs mobilières).

Conformément à l'article 243 bis du code général des impôts, il est rappelé que les versements de dividendes et revenus au titre des trois exercices précédents sont les suivants :

<i>Exercices</i>	<i>Date de paiement du dividende</i>	<i>Dividende global éligible à la réfaction de 40 % prévu à l'article 158, 3, 2° du code général des impôts</i>	<i>Dividende non éligible à la réfaction de 40 %</i>
<i>Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024</i>	<i>5 juin 2025</i>	<i>296 881 806 euros¹ représentant un dividende de 3,00 euros par action ayant droit au dividende</i>	<i>Néant</i>

<i>Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2023</i>	<i>12 juin 2024</i>	<i>378 029 499,64¹ euros représentant un dividende de 3,82 euros par action ayant droit au dividende</i>	<i>Néant</i>
<i>Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2022</i>	<i>7 juin 2023</i>	<i>309 746 684,26¹ euros représentant un dividende de 3,13 euros par action ayant droit au dividende</i>	<i>Néant</i>

* * *

Participation des actionnaires à l'assemblée générale mixte

A) Formalités préalables à effectuer pour participer à l'assemblée générale

Tout actionnaire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, a le droit de participer à l'assemblée.

A défaut d'y participer personnellement, les actionnaires peuvent choisir entre les formules suivantes :

- 1) se faire représenter à l'assemblée générale en donnant pouvoir à leur conjoint ou partenaire avec lequel a été conclu un pacte civil de solidarité, à un autre actionnaire, ou à toute autre personne (physique ou morale) de leur choix dans les conditions prescrites aux articles L.225-106 et L.22-10-39 du Code de commerce ;
- 2) adresser à Uptevia un formulaire de procuration en donnant pouvoir au Président ou sans indication de mandataire, auquel cas le Président de l'assemblée émettra un vote favorable aux projets de résolution présentés ou agréés par le Conseil d'administration et un vote défavorable à l'adoption de tous les autres projets de résolution ;
- 3) voter par correspondance ou par voie électronique, dans les conditions décrites ci-après.

Conformément à l'article R.22-10-28 du Code de commerce, seuls seront admis à participer à l'assemblée, à s'y faire représenter, à voter par correspondance ou par voie électronique, les actionnaires qui auront justifié de cette qualité par l'inscription en compte des titres à leur nom ou au nom de l'intermédiaire inscrit pour leur compte (en application du septième alinéa de l'article L.228-1 du Code de commerce), au cinquième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure (soit le 14 mai 2026, zéro heure, heure de Paris), soit dans les comptes de titres nominatifs tenus pour la société par son mandataire, Uptevia, soit dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité.

Conformément aux articles L.225-96 et L. 225-98 du Code de commerce, toute abstention, vote blanc ou nul ne sera pas considéré comme un vote exprimé.

L'inscription des titres dans les comptes de titres au porteur tenus par les intermédiaires financiers est constatée par une attestation de participation délivrée par ces derniers dans les conditions prévues à l'article R.22-10-28, II° du Code de commerce, en annexe :

- du formulaire de vote à distance ;
- de la procuration de vote ;
- de la demande de carte d'admission établie au nom de l'actionnaire ou pour le compte de l'actionnaire représenté par l'intermédiaire inscrit.

Les actionnaires détenant des titres au porteur pourront toutefois participer physiquement à l'assemblée générale sur simple présentation de la carte d'admission établie à leur nom.

Une attestation de participation est également délivrée à l'actionnaire souhaitant participer physiquement à l'assemblée et qui n'a pas reçu sa carte d'admission le cinquième jour ouvré précédant l'assemblée générale, soit le 14 mai 2026 à zéro heure (heure de Paris).

¹ Incluant le montant du dividende correspondant aux actions autodétenues non versé et affecté au compte Report à nouveau

Pour cette assemblée, conformément à l'article 20 des statuts de la Société Aéroports de Paris, le Conseil d'administration a décidé de permettre aux actionnaires de recourir au vote par des moyens électroniques de télétransmission par anticipation.

Conformément à l'article R.22-10-28 III° du Code de commerce, il est précisé que lorsque l'actionnaire aura déjà exprimé son vote à distance, envoyé un pouvoir ou demandé sa carte d'admission ou une attestation de participation, il ne pourra plus choisir un autre mode de participation à l'assemblée.

Conformément à l'article R.22-10-28 IV° du Code de commerce, l'actionnaire qui a déjà exprimé son vote à distance, envoyé un pouvoir ou demandé sa carte d'admission ou une attestation de participation peut à tout moment céder tout ou partie de ses actions. Cependant, si le transfert de propriété intervient avant le cinquième jour ouvré précédant l'assemblée générale, soit avant le 14 mai 2026 à zéro heure (heure de Paris), la société invalidera ou modifiera en conséquence, selon le cas, le vote exprimé à distance, le pouvoir, la carte d'admission ou l'attestation de participation. A cette fin, l'intermédiaire habilité teneur de compte notifiera le transfert de propriété au mandataire de la société, Uptevia, et lui transmettra les informations nécessaires.

Aucun transfert de propriété réalisé après le cinquième jour ouvré précédant l'assemblée, soit le 14 mai 2026 à zéro heure (heure de Paris), quel que soit le moyen utilisé, ne sera notifié par l'intermédiaire habilité teneur de compte ou pris en considération par la société, nonobstant toute convention contraire.

B) Mode de participation à l'assemblée générale

1 Actionnaires désirant assister physiquement à l'assemblée générale

Les actionnaires désirant assister physiquement à l'assemblée générale pourront demander une carte d'admission de la façon suivante :

1.1 Demande de carte d'admission par voie postale

— pour l'actionnaire nominatif : demander une carte d'admission à Uptevia – Service Assemblées Générales de Uptevia – 90-110 esplanade du Général de Gaulle – 92931 PARIS LA DEFENSE Cedex, ou se présenter le jour de l'assemblée générale directement au guichet spécialement prévu à cet effet muni d'une pièce d'identité.

— pour l'actionnaire au porteur : demander à l'intermédiaire habilité qui assure la gestion de son compte titres qu'une carte d'admission lui soit adressée. L'actionnaire qui n'aurait pas reçu sa carte d'admission au plus tard le cinquième jour ouvré précédant la date de l'assemblée devra demander à son intermédiaire habilité de lui délivrer une attestation constatant l'inscription de ses titres au plus tard le 14 mai 2026 à zéro heure (heure de Paris), lui permettant de justifier de sa qualité d'actionnaire de la société Aéroports de Paris auprès du guichet prévu à cet effet, à l'accueil de l'assemblée générale, muni d'une pièce d'identité.

1.2 Demande de carte d'admission par voie électronique

Les actionnaires souhaitant participer en personne à l'assemblée générale peuvent également demander une carte d'admission par voie électronique selon les modalités suivantes :

— pour l'actionnaire nominatif : il convient de faire sa demande en ligne sur la plateforme sécurisée VOTACCESS.

Les titulaires d'actions au nominatif pur devront se connecter au site <https://www.investors.uptevia.com> avec leurs codes d'accès habituels.

L'actionnaire au nominatif administré devra se connecter sur le site <https://www.voteag.com>, en utilisant son numéro d'identifiant qui se trouve en haut à droite de son formulaire de vote papier. Dans le cas où l'actionnaire

n'est plus en possession de son identifiant et/ou son mot de passe, il peut contacter le numéro vert au 0 800 101 800 (depuis la France) ou le numéro *Call center* au +33 1 49 37 82 36 (depuis l'étranger) mis à sa disposition.

Après s'être connecté, l'actionnaire nominatif devra suivre les indications données à l'écran afin d'accéder au site VOTACCESS et devra ensuite cliquer sur l'icône « participation à l'assemblée générale » afin de demander une carte d'admission.

— pour l'actionnaire au porteur : il appartient à l'actionnaire au porteur de se renseigner afin de savoir si son établissement teneur de compte est connecté ou non à la plateforme sécurisée VOTACCESS et, le cas échéant, si cet accès est soumis à des conditions d'utilisation particulières.

Si l'établissement teneur de compte de l'actionnaire est connecté à VOTACCESS, l'actionnaire devra s'identifier sur le portail Internet de son établissement teneur de compte avec ses codes d'accès habituels. Il devra ensuite cliquer sur l'icône qui apparaît sur la ligne correspondant à ses actions Aéroports de Paris et suivre les indications données à l'écran afin d'accéder à VOTACCESS et demander une carte d'admission.

La plateforme sécurisée VOTACCESS est ouverte depuis mercredi 29 avril 2026 à 10 heures (heure de Paris).

2 Voter par correspondance ou par procuration

2.1. Voter par correspondance ou par procuration, par voie postale

Les actionnaires n'assistant pas personnellement à l'assemblée générale et souhaitant voter par correspondance ou être représentés en donnant pouvoir au Président de l'assemblée générale ou à un mandataire pourront :

— pour l'actionnaire nominatif : renvoyer le formulaire unique de vote par correspondance ou par procuration, qui lui sera adressé avec la convocation, à l'adresse suivante : Uptevia – Service Assemblées Générales de Uptevia – 90-110 esplanade du Général de Gaulle – 92931 PARIS LA DEFENSE Cedex.

— pour l'actionnaire au porteur : demander ce formulaire auprès de l'intermédiaire qui gère ses titres, à compter de la date de convocation de l'assemblée générale. Le formulaire unique de vote par correspondance ou par procuration devra être accompagné d'une attestation de participation délivrée par l'intermédiaire financier et renvoyé à l'adresse suivante : Uptevia – Service Assemblées Générales de Uptevia – 90-110 esplanade du Général de Gaulle – 92931 PARIS LA DEFENSE Cedex.

Pour être pris en compte, le formulaire de vote par correspondance complété et signé par l'actionnaire, devra être reçu par le Service Assemblées Générales de Uptevia, au plus tard trois jours avant la tenue de l'assemblée, soit au plus tard le 18 mai 2026 à minuit (heure de Paris).

Les désignations ou révocations de mandats exprimées par voie papier devront être réceptionnées au plus tard trois jours avant la date de l'assemblée, soit au plus tard le 18 mai 2026 à minuit (heure de Paris).

Il est rappelé que la révocation du mandat s'effectue dans les mêmes conditions de forme que celles utilisées pour sa constitution.

2.2. Voter par correspondance par voie électronique

Les actionnaires ont également la possibilité de transmettre leurs instructions de vote avant l'assemblée générale, sur VOTACCESS, dans les conditions décrites ci-après :

— pour l'actionnaire nominatif : les titulaires d'actions au nominatif pur ou administré qui souhaitent voter par Internet accèderont à VOTACCESS.

Les titulaires d'actions au nominatif pur devront se connecter au site <https://www.investors.uptevia.com> avec leurs identifiants habituels.

L'actionnaire nominatif administré devra se connecter au site <https://www.voteag.com> en utilisant le numéro d'identifiant qui se trouve en haut et à droite de son formulaire de vote papier. Dans le cas où l'actionnaire n'est plus en possession de son identifiant et/ou son mot de passe, il peut contacter le numéro vert au 0 800 101 800 (depuis la France) ou le numéro *Call center* au +33 1 49 37 82 36 (depuis l'étranger) mis à sa disposition.

Après s'être connecté, l'actionnaire nominatif devra suivre les indications données à l'écran afin d'accéder au site VOTACCESS et voter.

— pour l'actionnaire au porteur : il appartient à l'actionnaire au porteur de se renseigner afin de savoir si son établissement teneur de compte est connecté ou non à la plateforme sécurisée VOTACCESS et, le cas échéant, si cet accès est soumis à des conditions d'utilisation particulières. Seuls les actionnaires au porteur dont l'établissement teneur de compte a adhéré au service VOTACCESS pourront voter par ce moyen.

Si l'intermédiaire habilité qui assure la gestion de son compte titres est connecté au site VOTACCESS, l'actionnaire devra s'identifier sur le portail Internet de son établissement teneur de compte avec ses codes d'accès habituels. Il devra ensuite cliquer sur l'icône qui apparaît sur la ligne correspondant à ses actions Aéroports de Paris et suivre les indications données à l'écran afin d'accéder au site VOTACCESS et voter.

La plateforme sécurisée VOTACCESS est ouverte depuis mercredi 29 avril 2026 à 10 heures (heure de Paris).

La possibilité de voter par Internet avant l'assemblée générale prendra fin le jour précédant l'assemblée générale, soit le mercredi 20 mai 2026 à 15 heures (heure de Paris).

Toutefois, afin d'éviter tout engorgement éventuel du site VOTACCESS, il est recommandé aux actionnaires de ne pas attendre le dernier jour d'ouverture du vote par Internet pour voter.

3. Vous souhaitez désigner/révoquer UN MANDATAIRE par voie électronique

— l'actionnaire au nominatif devra envoyer un email à l'adresse : ct-mandataires-assemblees@uptevia.com. Cet email devra obligatoirement contenir les informations suivantes : nom de l'émetteur concerné, date de l'assemblée générale, nom, prénom, adresse, références bancaires du mandant ainsi que les nom, prénom et si possible l'adresse du mandataire ;

— l'actionnaire au porteur devra obligatoirement demander à son intermédiaire financier qui assure la gestion de son compte titres d'envoyer une confirmation écrite de cette désignation ou de cette révocation d'un mandataire à Uptevia – Service Assemblées Générales de Uptevia – 90-110 esplanade du Général de Gaulle – 92931 PARIS LA DEFENSE Cedex.

Seules les notifications de désignation ou révocation de mandats pourront être adressées à l'adresse électronique susvisée. Toute autre demande ou notification portant sur un autre objet ne pourra être prise en compte et/ou traitée.

Afin que les désignations et révocations de mandats exprimées par voie électronique puissent être valablement prises en compte, elles doivent être réceptionnées au plus tard le mercredi 20 mai 2026 à 15 heures (heure de Paris).

Il est rappelé que la révocation du mandat s'effectue dans les mêmes conditions de forme que celles requises pour sa constitution.

C) Questions écrites au Conseil d'administration

Conformément à l'article R.225-84 du Code de commerce, chaque actionnaire a la faculté d'adresser au Président du Conseil d'administration les questions écrites de son choix. Le Conseil d'administration a, au cours de sa séance du 25 mars 2020, délégué au Président-Directeur général la faculté d'y répondre en séance.

Les questions doivent être envoyées à l'attention du Président-Directeur Général par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à l'adresse postale suivante : Aéroports de Paris, 1 rue de France, 93290 Tremblay-en-France. Nous vous demandons de privilégier l'envoi de vos questions écrites par voie de télécommunication électronique à l'adresse suivante : ag@adp.fr

Cet envoi peut être réalisé à partir du jour de la mise à disposition des documents en vue de l'Assemblée, et au plus tard le quatrième jour ouvré précédant la date de l'assemblée générale, soit le vendredi 15 mai 2026. Les questions doivent être accompagnées d'une attestation d'inscription en compte.

Conformément à l'article L.225-108 du Code de commerce, la réponse à une question écrite sera réputée avoir été donnée dès lors qu'elle figurera sur le site internet de la société <http://www.groupe-adp.com>. (Rubrique Finance / Assemblée Générale / Assemblée générale 2026).

D) Droit de communication des actionnaires

Tous les documents et informations prévus aux articles R.22-10-23, R 225-81 et R 225-83 du Code de commerce peuvent être consultés à l'adresse suivante : <http://www.groupe-adp.com>.

Dans la mesure où les documents et renseignements mentionnés aux articles R. 225-81 et R. 225-83 du Code de commerce sont mis en ligne sur le site internet de la Société et conformément aux nouvelles dispositions de l'article R. 225-88 du Code de commerce, la société sera donc dispensée de procéder à leur envoi aux actionnaires qui en feraient la demande.

Les documents qui doivent être tenus à la disposition des actionnaires dans le cadre de l'assemblée générale le sont dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

E) Retransmission en direct et en différé de l'Assemblée Générale

Afin de permettre à l'ensemble des actionnaires d'y assister, l'Assemblée Générale fera l'objet d'une retransmission audiovisuelle en direct, accessible sur le site internet de la Société www.groupe-adp.com, conformément aux dispositions légales et réglementaires. L'enregistrement de l'Assemblée Générale sera consultable au plus tard sept jours ouvrés après la date de l'Assemblée en différé sur le site Internet de la Société <https://assembleegenerale.groupe-adp.com/> et pendant au moins deux ans à compter de sa mise en ligne.

Le Conseil d'administration